

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2016)
Heft: 4

Artikel: Où va la politique hongroise? Où va l'Europe Centrale?
Autor: Hieronymi, Otto
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781439>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

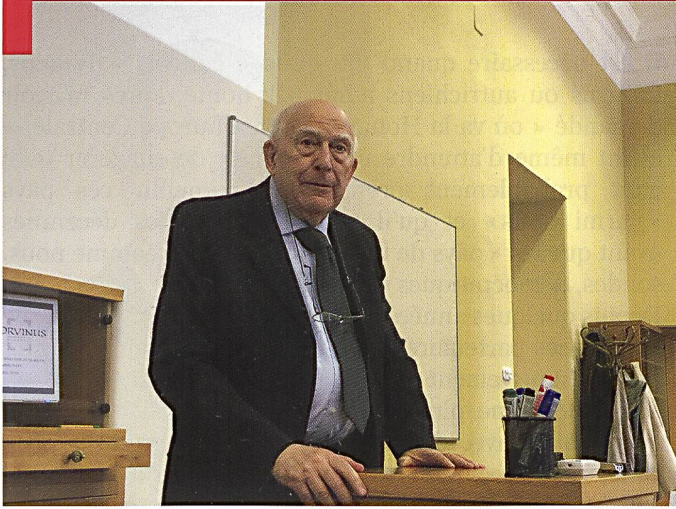
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre : Otto Hieronymi a organisé, ensemble avec les Professeurs Péter Bod et Géza Jeszenszky, le 21 avril 2016 à l'Université Corvinus de Budapest une conférence sous le titre : La Hongrie, l'Europe centrale et le futur de la Communauté occidentale.
Photo © A+V

International

Où va la politique hongroise? Où va l'Europe Centrale?

Otto Hieronymi

Professeur de Relations internationales, Université Webster, Genève

Durant toute la période d'après-Guerre, en particulier à partir de 1956, la Hongrie, ensemble avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, était le symbole même d'un pays opprimé par le communisme et d'un pays dont le peuple, s'il avait été libre de choisir, aurait unanimement affirmé son appartenance politique, culturelle, économique et sociale à la partie libre de l'Europe et au monde atlantique. Ceci est effectivement devenu réalité au printemps 1990, à la suite des premières élections vraiment libres depuis l'occupation par l'Allemagne en 1944 et par l'Union soviétique en 1945, quand sous la direction du Premier Ministre Jozsef Antall, la démocratie parlementaire fut solidement établie, une transformation vers une économie de marché courageusement entamée. La Hongrie a alors été reconnue, tant par les Hongrois que par ses partenaires internationaux, comme un membre à part entière de la Communauté occidentale.

L'héritage de quatre décennies de régime communiste fut aussi désastreux sur le plan économique et social que sur le plan politique. Ainsi, la tâche de reconstruction fut beaucoup plus ardue que ne s'étaient imaginés les « experts » occidentaux – notamment ceux du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OCDE, de la nouvelle Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, sans parler des services de la Commission Européenne à Bruxelles. Le changement de régime vers la démocratie et l'économie de marché systématiquement développé et poursuivi notamment au niveau législatif et institutionnel (dont faisait partie le programme de privatisation à travers un processus de marché) par le gouvernement Antall entre 1990 et 1993 était à la fois douloureux en termes économiques pour la grande majorité des familles, et libérateur et prometteur surtout pour les jeunes en termes de liberté sur le plan intérieur et d'ouverture et d'intégration sur le plan européen et mondial.

Il faut se rappeler que ce début des années 1990 était

aussi marqué par la destruction violente et criminelle de la Yougoslavie par les héritiers du régime totalitaire du Maréchal Tito -le grand héros pendant des décennies des « tiers-mondistes » occidentaux-, par la destruction sans effusion de sang cette fois-ci de la Tchécoslovaquie par deux politiciens ambitieux, l'un Tchèque l'autre Slovaque, et par l'hésitation prononcée sur le chemin vers la démocratie de pays comme la Roumanie et la Bulgarie.

Tout en remplissant de bonne heure les importants et célèbres « critères de Copenhague, » qui constituaient à juste titre les conditions d'accès au statut de membre de l'Union Européenne (système démocratique bien établi, économie de marché solide pouvant faire face à la concurrence extérieure et relations pacifiques avec les partenaires démocratiques), la Hongrie a dû attendre de nombreuses années avant que ne sonne l'heure de « l'élargissement » pour elle et pour ses partenaires de l'Europe centrale. Le processus de négociation avec la Commission Européenne, fut nécessaire mais inutilement long et bureaucratique, humiliant aussi bien pour les négociateurs que pour les citoyens d'un pays qui croyait avoir fait beaucoup pour discréditer le régime totalitaire communiste et pour sa chute définitive au moins en Europe.

Pour les lecteurs suisses de cette revue il n'est pas difficile de comprendre les dégâts psychologiques causés par le pointillisme et l'arrogance des fonctionnaires « européens » : pour les citoyens d'un pays qui devait et doit encore accepter avec modestie et humilité d'être traité comme « mauvais européen » par d'anciens Trotskystes et par des pays dont l'histoire récente ou un peu plus lointaine a été profondément marquée par des régimes totalitaires ou autoritaires, par des guerres, des agressions ou par ce qu'on nomme aujourd'hui à juste titre des crimes massifs contre l'humanité.

Ce rappel est nécessaire lorsque l'on veut comprendre le climat politique actuel en Hongrie et en Europe Centrale.



Construction de barrières anti-migrants par l'armée hongroise le long de la frontière croate.



Le 14 avril 2016, les Forces aériennes hongroises ont fêté leurs dix ans sur le JAS39 *Gripen* suédois. Il est désormais question de former une escadrille mixte avec les Forces aériennes tchèques.



Il est nécessaire quand des amis « cultivés » Italiens, français ou autrichiens n'ont pas honte, après m'avoir demandé « où va la Hongrie, où va l'Europe Centrale, » avant même d'attendre une réponse, de suggérer qu'il était probablement prématuré d'accueillir ces pays « parmi nous » et qu'il faudra encore des décennies avant que les « pays de l'Est » deviennent « comme nous, solides, démocratiques et riches... »

Depuis quelques années, le climat entre la Hongrie, d'une part, et ses partenaires européens et américains d'autre part, s'est nettement refroidi. Côté européen et américain, ceci reflète une plus grande facilité de travailler et de sympathiser avec des gouvernements hongrois issus de l'ancien parti communiste et avec des intellectuels de gauche, qu'avec des gouvernements de centre-droite et avec des intellectuels du centre. En ce qui concerne la Hongrie, il existe une certaine déception face à la critique systématique de la part de gouvernements et surtout de grandes bureaucraties internationales des deux côtés de l'Atlantique par rapport à tout ce que fait le Gouvernement Orbán. Tout en admettant que le Premier Ministre hongrois a un penchant pour la provocation verbale, la confusion fréquente dans les médias, et donc dans l'opinion publique occidentale, entre la Jobbik (le parti d'extrême droite et source de préoccupations légitimes) et le FIDESZ, le parti qui gouverne le pays ensemble avec le KDNP (les Chrétiens Démocrates) depuis 2010, est inexcusable.

Aujourd'hui, il est clair qu'il faut un changement radical de langage et d'attitude des deux côtés. On ne doit plus remettre en cause ni du côté hongrois, ni de la part de petits ou grands pays partenaires, l'appartenance de la Hongrie, comme par ailleurs des autres pays de l'Europe Centrale, à la grande Communauté Occidentale des pays libres et démocratiques. Que ceci est une tâche en même temps essentielle et difficile est amplement illustré par la montée de l'euroscepticisme, du nationalisme, du séparatisme (par exemple écossais ou catalan), de l'intolérance, à travers les « vieilles » démocraties. Si le Gouvernement de Viktor Orbán réussit à baisser le ton et à adopter le rapprochement avec ses partenaires extérieurs, il aura rendu un service important non seulement à son propre peuple, mais également à la cause de la cohésion politique de l'Europe et de l'Occident - cohésion qui est un facteur déterminant de la paix et de la sécurité dans le monde.

O. H.

NB : Cet article a été rédigé à fin avril 2016, donc avant le résultat du vote britannique sur le « Brexit. » L'auteur considère l'organisation de ce référendum comme une illustration de l'incompétence dangeuse d'une grande partie des élites politiques de notre temps.